



Association pour le

Développement de l'éducation en Afrique

LETTRE D'INFORMATION DE L'ADEA

VOLUME 13, NUMERO 3

JUILLET-SEPTEMBRE 2001

Aller plus loin, aller vers tous

L'ADEA prépare sa biennale – qui aura lieu cette année à Arusha, en Tanzanie, du 7 au 11 octobre. Le thème retenu « Aller plus loin, aller vers tous – comment pérenniser les politiques et les pratiques efficaces pour l'éducation en Afrique » illustre une fois de plus l'approche pratique de l'ADEA.

La biennale 2001 soulignera une fois de plus l'intérêt particulier que porte l'ADEA à ce qui marche, aux expériences de terrain réussies, car c'est là que les promesses des politiques se mesurent aux réalités de leur mise en œuvre. Le programme de la biennale d'Arusha examinera donc les théories et les pratiques de l'extension à plus grande échelle d'initiatives réussies. La biennale de 2001 est le prolongement logique de celle de 1999, pendant laquelle les participants avaient pu présenter et analyser des expériences réussies (pour la plupart, des innovations et des programmes pilotes à petite échelle).

Le thème de cette année – « Aller plus loin, aller vers tous – comment pérenniser les politiques et les pratiques efficaces pour l'éducation en Afrique » – a été adopté par le Comité directeur de l'ADEA en octobre 2000. Parmi les sujets envisagés figuraient :

- Les partenariats et l'éducation pour tous : une approche « pratique »
- Le rôle de la société civile, la démocratisation et la mobilisation des ressources
- La création de nouvelles cultures institutionnelles
- Pérenniser et généraliser des innovations et des réformes éducatives réussies
- Le VIH/SIDA et le système éducatif.



Photo: UNESCO/Roger Dominique

Le Forum des ministres¹ a retenu les deux derniers sujets, les a proposés au Comité directeur qui s'est rallié aux recommandations faites par les ministres.

« L'approche pratique »

Le processus par lequel le Comité directeur a décidé du thème de la biennale 2001 illustre bien trois caractéristiques de l'approche

dans ce numéro

La biennale de l'ADEA : Programme et sessions

VIH/SIDA :

- L'initiative de l'ADEA
" Identifier des réponses efficaces au VIH/SIDA "
- Ce que font les groupes de travail

Livres :

La réponse des universités africaines au VIH/SIDA

actuelle de l'ADEA pour améliorer l'éducation en Afrique :

- Son engagement à tirer des enseignements d'expériences pratiques, surtout quand celles-ci ont donné des résultats positifs. Dans un article de la *Lettre d'information* qui rendait compte des leçons à tirer de la biennale de 1999², Mamadou Ndoye parlait d'« approche praxique » ;
- La volonté des membres de l'ADEA de mettre l'accent sur ce qui marche à grande échelle. (Comment faire autrement si nous voulons relever les défis de l'Education Pour Tous et contrôler la propagation du VIH/SIDA ?) ;
- Le renforcement du rôle des ministres au sein du Comité directeur de l'ADEA.

Les thèmes choisis seront abordés de manière concrète, en mettant en valeur les réalités et l'expérience de la pratique. Les présentations se baseront sur des expériences en cours qui ont été observées et analysées minutieusement. Les panélistes tenteront également de tirer des enseignements utiles aux décideurs politiques d'autres pays, tout en ayant conscience de la difficulté de transférer des expériences d'un pays à un autre.

Il existe en Afrique de nombreuses réformes et initiatives originales et novatrices ; cette idée sous-tend le thème de la biennale. Cependant, beaucoup de ces initiatives sont limitées, très localisées et n'ont malheureusement pas été poursuivies durablement. Les défis sont donc de trois ordres :

- Pérenniser ce qui marche ;
- Etendre les réformes prometteuses au delà de deux ou trois sites ;
- Faire en sorte que les systèmes éducatifs encouragent de telles réformes qui tirent leur efficacité de leur bon enracinement, du leadership local et de leur taille (facilement gérable).

Pour aider au mieux les ministères à faire face à ces défis, la réunion comprendra des séances tournées vers les aspects théoriques et pratiques de la transposition à grande échelle d'initiatives pilotes ; la mobilisation des ressources latentes du système ; l'importance des stratégies de communication et des réseaux dans la promotion de politiques viables ; les expériences réussies venues d'Amérique latine et d'Asie ; enfin, l'intégration de l'éducation non formelle.

Le VIH/SIDA

La biennale consacrera également une demi-journée au VIH/SIDA. L'une des séances présentera les recherches en cours à l'ADEA, qui visent à identifier et à analyser, au sein du système éducatif, les approches prometteuses pour la gestion des problèmes créés par la pandémie. Une synthèse d'études entreprises dans 17 pays, en cours ou achevées, sera présentée. Cette approche est comparable, en termes méthodologiques, à celle du bilan prospectif de l'éducation³ qui a passé en revue ce qui marche et qui a alimenté le programme de la biennale de 1999. Le

programme télévisé « Soul City », qui a proposé avec beaucoup de succès et à un large auditoire d'Afrique du Sud les messages essentiels sur la façon dont on peut affronter, vivre et faire face au VIH/SIDA, fera également l'objet d'une présentation. Enfin, un panel s'intéressera aux enseignements tirés par des récentes conférences et réunions tenues sur le problème du SIDA et de l'éducation en Afrique.

Comme lors des précédentes biennales, la plupart des ministres africains de l'éducation sont attendus, ainsi que des hauts responsables de ministères, des responsables des organismes de développement et des experts de l'éducation. Toutes les séances tendront vers une grande interactivité permise par l'importance du temps prévu pour les discussions.

RICHARD SACK

SECRETARE EXECUTIF DE L'ADEA

1. Le Forum des ministres de l'ADEA est composé de dix ministres africains de l'éducation, désignés par leurs pairs pour les représenter au Comité directeur de l'ADEA.

2. « Vers une renaissance de l'Afrique et des partenariats : les leçons tirées de la biennale », Lettre d'information de l'ADEA, volume 12, n° 2, avril-juin 2000.

3. Initié en 1998-1999, le « Bilan prospectif de l'éducation en Afrique » a invité tous les ministres africains de l'éducation et les groupes de travail de l'ADEA à identifier des initiatives réussies s'étant attaquées aux problèmes d'accès, de qualité et de renforcement des capacités. Ces initiatives sont compilées dans une publication de l'ADEA intitulée « Réussites et innovations en éducation : l'Afrique parle ! »

Sommaire

Focus : Biennale de l'ADEA

Aller plus loin, aller vers tous – comment pérenniser les politiques et les pratiques efficaces pour l'éducation en Afrique	1
Programme de la biennale	3
Les réunions en marge de la biennale	5

VIH/SIDA

L'initiative de l'ADEA : A la recherche de réponses efficaces	8
--	---

L'action des groupes de travail	11
Le programme de l'IIPE	13

Livres

La conspiration du silence : le SIDA sur les campus africains	14
---	----

L'ADEA accueille son nouveau secrétaire exécutif	7
Calendrier	16

Programme de la biennale

Arusha, 7-11 octobre 2001

« Aller plus loin, aller vers tous : comment pérenniser les politiques et les pratiques efficaces pour l'éducation en Afrique » – le thème cette année s'inscrit dans le prolongement de celui de la biennale de 1999 – « Education en Afrique – réussites et innovations : l'Afrique parle ! ». Aperçu du programme d'Arusha et des sujets qui seront abordés.

Les séances plénières

Après l'ouverture officielle de la biennale le 8 octobre, six séances plénières se succéderont. Chaque séance abordera une question précise et sera animée par un panel d'experts. Les principaux sujets qui seront traités sont les suivants :

De l'expérience pilote à son extension à plus grande échelle

Cette séance appréhendera de façon conceptuelle et opérationnelle les problématiques rencontrées lors de la transposition à une plus grande échelle d'expériences pilotes ou d'innovations ; elle s'intéressera de près aux facteurs qui ont contribué au succès ou à l'échec du « passage à grande échelle ». En dehors du document conceptuel de fond, deux innovations, qui ont déjà fait l'objet d'une généralisation, seront analysées : (a) le développement professionnel du personnel enseignant en Guinée, grâce à des concours qui permettent d'obtenir des subventions pour les écoles ; (b) l'alphabétisation dans les langues locales en Zambie, qui a été généralisée dans toutes les écoles primaires du pays.

Mobiliser les ressources latentes du système

Pleinement utilisées, les différentes ressources dont disposent les systèmes éducatifs peuvent avoir un impact significatif sur l'ensemble du système, et quasiment sans surcoût. Sont visés par exemple, les membres du personnel enseignant qui n'enseignent pas ou les bâtiments à moitié vides. Les expériences de deux pays qui ont réussi à améliorer la

qualité de l'enseignement et l'accès à l'école avec peu d'incidence budgétaire directe seront présentées. L'Afrique du Sud a amélioré les résultats obtenus aux examens des lycées grâce à des mesures récompensant les bons professeurs et pénalisant les incompetents et les absents. Au Sénégal, un programme utilisant des cahiers des charges comme instruments de pilotage de l'enseignement primaire a contribué à l'amélioration du taux de réussite à l'examen de fin d'études primaires, qui est passé de 28 % à 50 %.

Le VIH/SIDA

Les systèmes éducatifs africains payent un lourd tribut au VIH/SIDA. Cette séance fera un compte rendu de l'initiative « Identifier des réponses efficaces au VIH/SIDA » mise en place par l'ADEA à la suite de la biennale de Johannesburg. L'ADEA avait alors été invitée à aborder le problème du VIH/SIDA en adoptant une « approche pratique ». Des études de cas entreprises dans 17 pays seront exposées, en mettant l'accent sur les raisons pour lesquelles ces programmes sont prometteurs, dans le contexte d'un système éducatif donné. De plus, une expérience originale d'« éducamusement » – « Soul City » – sera présentée : les experts tireront les enseignements de ce programme de télévision sud-africain conçu pour informer la population sur le SIDA et favo-

riser des attitudes et des comportements adéquats. Enfin, les conclusions et les résultats de conférences sur le VIH/SIDA et l'éducation qui se sont tenues ces deux dernières années seront également présentées.

La communication pour promouvoir l'éducation

La sensibilisation des populations aux problèmes d'éducation et le soutien qui peut en découler ne peuvent exister sans un flux constant d'informations entre les populations et les responsables politiques. Cette séance sera consacrée à l'examen d'exemples concrets de stratégies de communication employées pour promouvoir l'éducation. Un document de base servira de point de départ aux réflexions, dans lequel figurent des exemples de stratégies et de techniques de communication utilisées par divers pays pour étayer leurs politiques éducatives. Cette séance sera aussi l'occasion de mettre les participants au courant des derniers développements du programme COMED, qui offre des formations aux journalistes et aux chargés de communication dans les ministères africains de l'éducation. L'ADEA lancera également un prix du journalisme d'éducation, qui vise à encourager la rédaction d'articles de qualité sur l'éducation, écrits par des journalistes africains et publiés dans des journaux africains.

Les réseaux : un puissant moyen pour « passer à une plus grande échelle »

De quelle façon les réseaux contribuent-ils au développement de l'éducation en Afrique ? A travers des exemples, cette séance illustrera l'efficacité du travail en réseau pour mobiliser les ressources (savoirs, expertises, financements, etc.) dont les systèmes éducatifs ont besoin pour se développer. Elle analysera également les processus qui ont permis à des réseaux efficaces de se développer et de s'élargir. Les groupes de travail de l'ADEA et d'autres réseaux (SAQMEC, APNET, FEA, etc.) expliqueront comment un maillage efficace permet de transposer des idées innovantes à une grande échelle.

Expériences d'autres régions

Cette séance analysera des expériences faites en Amérique latine (Escuela Nueva), au Bangladesh (BRAC) et en Inde (décentralisation) qui ont réussi à généraliser des initiatives et des réformes entreprises en éducation de base. Deux vidéos de 25 minutes seront projetées. Elles rendront compte de voyages d'études effectués par de hauts fonctionnaires de ministères africains de l'éducation dans ces trois régions. Ces voyages ont permis de conceptualiser des stratégies alternatives qui ont conduit à la mise en place de programmes d'éducation pour tous efficaces et d'un bon rapport qualité prix ; ils ont également permis de définir les limites de l'action des gouvernements.

Intégrer l'éducation non formelle : des marges vers le centre

Le groupe de travail sur l'éducation non formelle présentera une « théorie ancrée » consacrée aux facteurs qui encouragent ou au contraire entravent l'intégration de l'éducation non formelle. Les présentateurs puiseront dans des études de cas d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie pour formuler des principes généraux aussi bien que directeurs de « démarginalisation » et d'intégration.

Les séances en petits groupes

Outre les séances plénières, de petits groupes de discussion seront constitués, afin de permettre aux participants d'approfondir les sujets abordés dans les séances plénières. Chaque groupe traitera d'une ques-

tion précise, avec son président, une personne ressource et un rapporteur. Les groupes auront pour objectif de proposer un ensemble de réflexions, d'enseignements et de recommandations. Une synthèse des

discussions en petits groupes sera faite lors de la séance de clôture de la biennale, le 11 octobre.

Le forum des ministres

Comme pendant les précédentes biennales, un Forum des ministres africains de l'éducation est prévu le 10 octobre 2001 à Arusha. Encouragées par l'ADEA, ces réunions sont au centre de ses efforts pour améliorer le dialogue sur les politiques,

promouvoir le « leadership » africain et créer un climat d'échanges professionnels entre les ministres. Ces réunions sont aussi une occasion pour les ministres de faire part de leurs préoccupations aux organismes d'aide au développement et

d'orienter le programme général de l'ADEA dans un sens qui répond à leurs besoins. Le Forum des ministres fera un compte rendu de ses travaux à la séance de clôture de la biennale.

Les biennales : un événement important pour l'éducation en Afrique et le moment fort des activités de l'ADEA

Les biennales de l'ADEA sont un moment fort de la vie et des activités de l'Association. Leur principal objectif est d'encourager et de favoriser un dialogue franc et ouvert entre ministres de l'éducation, organismes de financement et professionnels de l'éducation. Parce qu'il aide à définir les activités futures de l'Association, ce dialogue est primordial pour l'ADEA, et ouvre la voie à une meilleure compréhension et au progrès.

Cette année sera celle de la sixième biennale. Les réunions précédentes se sont tenues à Manchester (Royaume-Uni, 1991), à Angers (France, 1993), à Tours (France, 1995), à Dakar (Sénégal, 1997) et à Johannesburg (Afrique du Sud, 1999). Cette année, la biennale se déroulera au Centre international de conférences d'Arusha, en Tanzanie. Comme lors des précédentes réunions, ministres africains, hauts fonctionnaires, représentants de la plupart des organismes d'aide au développement, ainsi qu'experts et chercheurs seront présents. La rencontre – organisée avec le ministère tanzanien de l'Éducation et de la Culture – sera ouverte par le vice-président de Tanzanie, son Excellence Ally Mohamed Shein. Quelque 230 participants sont attendus.

Les réunions en marge de la biennale

De nombreuses réunions seront organisées en marge de la biennale. Ci-dessous un aperçu des réunions prévues et des sujets qui seront discutés. Les groupes de travail de l'ADEA profiteront de la présence des ministres et des responsables d'organismes de développement pour présenter leurs travaux et leurs activités à venir.

Communication pour l'éducation et le développement (COMED) – atelier de formation pour les journalistes

Le programme COMED (Communication pour l'éducation et le développement) organisera un atelier de deux jours pour les journalistes, les 2 et 3 octobre 2001. Cet atelier se déroulera à Dar-Es-Salaam, au Centre tanzanien de formation à distance (Tanzania Global Development Learning Centre). L'objectif de l'atelier est de préparer les journalistes à couvrir la biennale d'Arusha. Des thèmes comme « le rôle des médias dans l'éducation et le développement » et « le VIH/SIDA » seront discutés. Vingt-cinq à trente journalistes tanzaniens, de la presse écrite ou électronique, assisteront à cet atelier. Des correspondants étrangers et responsables de la communication du ministère de l'Education et de la Culture y participeront également.

Contact : Akin Fatoyinbo Télécopie : +229 31 54 61 Mél : comed@wanad.org

Groupe de travail sur les finances et l'éducation (GTFE) – Comité directeur

Le Groupe de travail sur les finances et l'éducation réunira son Comité directeur le 6 octobre, pour lui présenter les activités réalisées depuis 1996. Après sa récente restructuration, le groupe rentre dans une nouvelle phase. Les nouvelles orientations du groupe de travail seront discutées. La question du recrutement d'un nouveau coordonnateur pour le groupe sera également abordée.

Contact : Marie Ndiaye Télécopie : +221 825 7213 Mél : marie.ndiaye@codesria.sn

Groupe de travail sur l'enseignement supérieur (GTES) – Comité directeur

Le Comité directeur du Groupe de travail sur l'enseignement supérieur se réunira le dimanche 7 octobre, à Arusha. La réunion prévoit l'examen et l'approbation du programme de travail envisagé pour l'année 2002 ; la discussion des opportunités de mise en œuvre des programmes ; l'examen de la proposition de protocole d'accord avec l'Association des universités africaines (AUA) ; une présentation des activités récentes de l'AUA.

Contact : William Saint Télécopie : +1 202 473 8065 Mél : wsaint@worldbank.org

Groupe de travail sur la participation féminine (GTPF) – présentation

Le Forum des éducatrices africaines (FEA ou FAWE) a créé des centres d'excellence au Kenya, au Rwanda, au Sénégal et en Tanzanie ; ces centres cherchent à instaurer un environnement favorable à l'apprentissage des filles à l'école. Les différentes parties prenantes impliquées dans ces centres se réuniront le 7 octobre, afin de présenter leurs activités et de partager différents aspects de leurs expériences : une gestion des écoles qui tient compte des deux sexes, la responsabilisation des filles afin d'obtenir qu'elles participent activement à leur éducation, l'implication des communautés pour aider les écoles et la création de nouveaux centres. La possibilité d'étendre à plus grande échelle l'expérience des centres d'excellence sera également discutée.

Contact : Penina Mlama Télécopie : +254 2 210 709 Mél : fawe@fawe.org

Groupe de travail sur le développement de la petite enfance (GTDPE) – présentation

Le Groupe de travail sur le développement de la petite enfance (DPE) présentera le 9 octobre les résultats des études de cas qu'il a menées sur la politique de DPE du Ghana, de l'île Maurice et de Namibie. Les enseignements de ces études de cas seront mis en valeur, surtout ceux concernant le développement et la mise en œuvre de politiques de DPE intégrées.

Contact : Jeannette Vogelaar Télécopie : +31 70348 6436 Mél : jeannette.vogelaar@minbuza.nl

Groupe de travail sur les statistiques de l'éducation (GTSE) – Comité directeur

Le 9 octobre, les ministres et les organismes membres du Groupe de travail sur les statistiques de l'éducation sont invités à participer à une réunion extraordinaire du comité directeur, qui proposera une réflexion sur l'avenir du groupe de travail. La dernière évaluation des groupes de travail de l'ADEA a estimé que le GTSE était arrivé à un stade de développement tel qu'il était souhaitable qu'il se transforme en une institution ancrée en Afrique. Le principal objectif de la réunion sera de discuter des différentes formes d'institutionnalisation qui peuvent être envisagées. Un sous-comité a été nommé pour rédiger un plan stratégique qui propose des alternatives. Ce projet sera présenté et discuté pour aider à prendre une décision.

Contact : Ko-Chih Tung Télécopie : +263 4 33 23 44 Mél : kc.tung@unesco.co.zw

Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif (GTLME) – réunion

Le Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif tiendra une réunion informelle le 10 octobre. Cette réunion continuera les discussions de la séance plénière consacrée aux matériels éducatifs multimédias actuellement utilisés pour mieux informer les populations sur la pandémie du VIH/SIDA. Elle s'intéressera de près au processus d'adaptation de ces matériels à différents publics, en faisant référence à des expériences nationales précises.

Contact : Carew Treffgarne Télécopie : + 44(0)20 7917 0287 Mél : c-treffgarne@dfid.gov.uk

Groupe de travail sur la profession enseignante, section francophone (GTPF/sf) – réunion

La section francophone du Groupe de travail sur la profession enseignante organisera une réunion le 11 octobre pour présenter et discuter de ses activités. Sera notamment discuté l'état d'avancement de plans d'action formulés pour atténuer et gérer les effets du VIH/SIDA sur les enseignants. Ces plans d'action sont menés en collaboration avec les ministères de l'éducation et de la santé.

Contact : Paul Dogoh-Bibi Mél : dogoh@lycosmail.com

Décennie de l'éducation de l'OUA – réunion

Le secrétariat d'Etat gambien pour l'éducation (la Gambie héberge le secrétariat de la décennie de l'éducation de l'OUA en Afrique de l'Ouest) organisera une réunion le 11 octobre. L'objectif sera de mettre au courant les ministres de l'éducation d'Afrique occidentale sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations faites à Banjul, en janvier 2000, lors d'une réunion sur le programme d'action de la décennie.

Contact : Baboucarr Bouy Télécopie : 220 22 41 80 Mél : bbouy@qanet.gm

Institut international pour le renforcement des capacités en Afrique (IIRCA) – consultation ministérielle

L'IIRCA organisera une consultation pour les ministres de l'éducation le 7 octobre 2001, afin de poursuivre les discussions engagées pendant la conférence internationale sur l'éducation qui s'est tenue à Genève du 5 au 8 septembre 2001. Parmi les sujets de discussion envisagés figurent : Vers un changement éducatif – comment obtenir le soutien politique pour des réformes éducatives au sein du cabinet et du ministère des finances ? ; la gestion des grèves d'enseignants, des protestations ou des soulèvements étudiants ; la centralisation et la décentralisation dans la transformation de l'éducation ; les programmes d'ajustement structurel dans le développement et le financement de l'éducation. Le bureau se réunira les 12 et 13 octobre, juste après la biennale.

Contact : Fay Chung Télécopie : + 251 1 55 75 85 Mél : fchung@unesco-iicba.org

Enseignement secondaire en Afrique – présentation

La Banque mondiale présentera et envisagera, en coopération avec les autres organismes bailleurs de fonds, le lancement d'une étude sur l'éducation secondaire en Afrique. L'objectif de cette étude est d'identifier les enseignements majeurs qui permettront de réformer l'éducation secondaire en Afrique subsaharienne et de créer un espace de discussion et de dialogue sur les politiques entre éducateurs, responsables politiques et organismes bailleurs de fonds dans la région. Cette étude, qui vient renforcer les recherches en cours en Afrique subsaharienne, couvrira sept thèmes différents qui seront repris dans un rapport de synthèse. Ces thèmes permettront d'analyser les réussites et les échecs de l'éducation secondaire et de voir comment les stratégies couronnées de succès peuvent être transposées à plus grande échelle.

Contact : Jacob Bregman Mél : jbregman@worldbank.org

Steffi Stallmeister Mél : sstallmeister@worldbank.org

Nouveau secrétaire exécutif pour l'ADEA

L'ADEA est heureuse d'annoncer l'arrivée de son nouveau secrétaire exécutif, M. Mamadou Ndoye, originaire du Sénégal, et qui a été choisi par le Comité directeur en mai dernier comme le troisième secrétaire exécutif de l'Association.

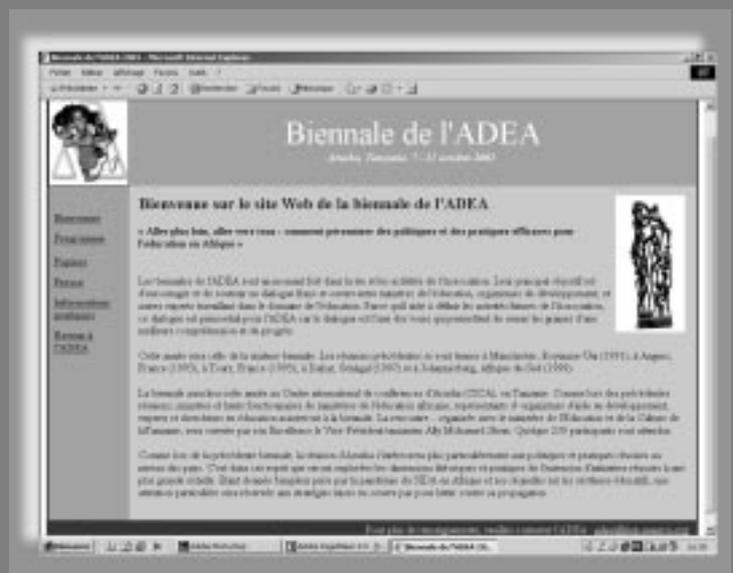
M. Ndoye a une vaste expérience de l'éducation. Diplômé en philosophie, en psychologie générale et comparative et en recherche sur l'éducation, il débute sa carrière comme enseignant – et a l'occasion d'enseigner à tous les niveaux, du primaire à l'université. Il est ensuite nommé inspecteur et travaille comme chercheur dans le domaine de l'éducation. Parallèlement à ces fonctions, il est secrétaire général d'un syndicat d'enseignants au Sénégal et vice-président de la Fédération internationale des syndicats d'enseignants. Entre 1993 et 1998, il prend le portefeuille ministériel de l'éducation de base et des langues nationales du Sénégal. Pendant cette période, il développe une stratégie du «faire faire» qui permet l'établissement d'un partenariat gouvernement-ONG et la mobilisation des ressources nécessaires pour accroître le taux d'alphabétisation de 5 % par an. En 1995, afin d'inverser la tendance au déclin de la scolarisation primaire au Sénégal, M. Ndoye lance le programme des volontaires de l'éducation. Grâce à ce programme, le taux brut de scolarisation passe de 55 % en 1995 à 61 % en 1998.

En 1998, M. Ndoye rejoint la Banque mondiale comme coordonnateur de l'Initiative spéciale des Nations unies pour l'Afrique ; il occupera ce poste pendant trois ans. Durant cette période, il organise des séminaires, des voyages d'études et diverses autres opportunités échanges qui ont contribué à renforcer le dialogue politique sur les réformes entre de nombreux acteurs, y compris les chefs d'Etats. Ces échanges ont également permis de développer les capacités techniques et institutionnelles dans les pays africains, notamment dans les pays les moins scolarisés. Grâce à ces échanges, ministères, syndicats d'enseignants, parents et ONG ont identifié les obstacles au développement de l'éducation et se sont engagés dans des programmes prometteurs permettant l'élargissement de l'accès et le renforcement de l'équité.

M. Ndoye prendra officiellement ses fonctions à l'ADEA en octobre 2001, juste après la biennale d'Arusha. Pour l'instant, il travaille en étroite collaboration avec M. Richard Sack, secrétaire exécutif de l'ADEA depuis 1995. M. Sack continuera de jouer un rôle de premier plan pour le développement de l'éducation en Afrique.

<http://www.adeanet.org/biennial/fre>

Un site Web a été mis en place spécialement pour la biennale d'Arusha. Le site contient des informations sur le programme de la biennale et les réunions prévues en marge, ainsi que des informations pratiques pour les participants et les journalistes qui se rendront à Arusha. Les documents de la biennale peuvent également être téléchargés.



VIH/SIDA : A la recherche de réponses efficaces

Les effets du VIH/SIDA sur le secteur éducatif sont de plus en plus patents, surtout dans les pays les plus touchés. C'est dans ce contexte que l'initiative « Identifier les réponses efficaces au VIH/SIDA » de l'ADEA a été lancée il y a un peu plus d'un an. Nous retraçons ici les grandes lignes de cette initiative, de sa progression et des enseignements que l'on peut en tirer.

En 1999, lors de sa dernière biennale, l'ADEA s'est engagée à relever les défis du VIH/SIDA. Grâce à la méthodologie appliquée pour le bilan prospectif de l'éducation en Afrique – qui s'est intéressée aux expériences réussies et aux atouts – l'ADEA a entamé un processus mettant en lumière les approches et les interventions prometteuses mises en oeuvre par les pays Africains pour gérer la crise provoquée par la pandémie dans leurs systèmes éducatifs.

L'initiative prend ses racines dans une approche pratique, elle-même fondée sur une analyse des réussites plutôt que des échecs et sur l'apprentissage par la pratique. Que l'Afrique regorge de savoirs et d'expertises capables de conce-

voir des solutions innovantes et des politiques efficaces est la conviction à l'origine de cette démarche. Grâce à un esprit favorisant les partenariats et le partage d'expériences, la diffusion de ces innovations ne peut qu'améliorer leur efficacité et les consolider. L'initiative de l'ADEA sur le VIH/SIDA cherche à recenser les approches et les pratiques prometteuses, qui, aussi locales qu'elles soient, peuvent être partagées entre les différents pays africains.

Les études de cas par pays

L'ADEA a contacté en avril 2000 tous les ministres africains de l'éducation pour les inviter à identifier et analyser les inter-

ventions prometteuses mises en oeuvre dans leurs systèmes éducatifs face aux problèmes causés par le VIH/SIDA.

Des études de cas par pays ont été préconisées pour l'examen de ces solutions novatrices. Ces études pouvaient porter :

- soit sur les mesures prises dans le domaine de la gestion du secteur éducatif, afin de garantir le bon développement du secteur dans un contexte de VIH/SIDA ;
- soit sur les possibilités de réponse du secteur éducatif aux défis du VIH/SIDA, grâce à la transmission d'informations adaptées, de savoirs, de techniques et de valeurs.

Le partage des idées issues des études de cas, des résultats et des observations a été facilité par la tenue d'ateliers sous-régionaux regroupant les pays participants.

A ce jour, 32 pays ont fait savoir leur intérêt pour une participation à l'initiative. Sur ces 32 pays, 17 sont déjà convenus du thème et de la méthodologie de leur étude de cas et l'ADEA a mis sur pied une équipe de deux conseillers techni-



Photographe : Gary Lewis, JHU/CCP. Une fresque murale sur le SIDA peinte par des adolescents du Technikon d'Esikhawini, Afrique du Sud – projet qui fait partie de la campagne du ministère de la Santé pour aller au-delà de la simple prise de conscience.

ques pour les aider dans leurs travaux. Le tableau ci-dessous donne un aperçu des pays participants et des thèmes retenus.

Echanges régionaux

L'ADEA souhaite contribuer au renforcement d'une culture intra-africaine d'échanges d'informations et d'expériences. C'est la raison pour laquelle l'un des éléments centraux de l'initiative contre le VIH/SIDA est d'inviter les équipes à discuter de leurs études de cas à l'occasion de séminaires régionaux. Les objectifs de ces séminaires sont les suivants : a) aider les équipes nationales à achever leurs études en les soumettant à un examen des pairs et des conseils d'experts ; b) échanger les expériences.

Le premier séminaire s'est tenu à Elmina, au Ghana, du 17 au 19 mars 2001, parallèlement à la conférence de l'UNESCO sur le VIH/SIDA et l'éducation dans les pays de la CEDEAO. Neuf pays y ont participé – le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Très concret, l'atelier s'est penché non seulement sur les subtilités de la recherche mais aussi sur les questions plus pratiques de conception et de mise en œuvre des interventions. Les participants ont été attentifs et les débats animés. Les modérateurs ont fait des commentaires sur chacune des présentations et tous les participants, par leurs idées ou leurs expériences, ont pu apporter leur pierre à l'édifice. Cette analyse « par les pairs » a été

très appréciée.

Le deuxième atelier, pour l'Afrique australe et orientale, s'est déroulé au Swaziland, pendant la dernière semaine de juillet et a réuni dix pays : l'Afrique du Sud, le Botswana, l'île Maurice, le Kenya, le Lesotho, la Namibie, l'Ouganda, le Swaziland, la Tanzanie et Zanzibar. L'objectif de cet atelier était de partager des expériences et d'améliorer les études de cas par pays grâce à l'examen par les pairs et les conseils d'experts. Les observations faites au cours de cet atelier rejoignent celles d'Elmina et sont toutes en faveur de l'examen par les pairs. L'atelier du Swaziland a fait ressortir – entre autres – combien les équipes nationales sont impliquées et combien elles apprécient l'occasion qui leur est ainsi offerte de mener

Tableau 1 : Thèmes et sujets traités, par pays participant*

PAYS	AXE DU PROGRAMME	SUJET
1. AFRIQUE DU SUD	Programmes éducatifs	Bilan de l'impact du programme "Education à la vie" sur les écoliers d'Afrique du Sud.
2. ANGOLA	Programmes éducatifs	Evaluation des programmes portant sur le VIH/SIDA des écoles et des écoles normales.
3. BURKINA FASO	Educatif/Communautaire	Evaluation du programme expérimental destiné à faire participer l'ensemble du village de Gaoua à la lutte contre le VIH/SIDA et les maladies sexuellement transmissibles.
4. BURUNDI	Programmes éducatifs	Inventaire des programmes en cours liés au VIH/SIDA ; ce processus sera suivi de l'analyse d'une ou plusieurs expériences prometteuses.
5. CONGO	Programmes éducatifs	Inventaire des programmes en cours liés au VIH/SIDA ; ce processus sera suivi de l'analyse d'une ou plusieurs expériences prometteuses.
6. GHANA	Gestion du système	Collecte d'informations sur le processus et les politiques de formulation d'un plan sectoriel stratégique de lutte contre le VIH/SIDA.
7. LESOTHO	Programmes éducatifs	Evaluation d'une approche par les pairs menée avec une ONG ; rôle des syndicats d'enseignants ; évaluation des programmes scolaires.
8. LIBERIA	Programmes éducatifs	Inventaire des programmes en cours liés au VIH/SIDA ; ce processus sera suivi de l'analyse d'une ou plusieurs expériences prometteuses.
9. MALI	Programmes éducatifs	Analyse des programmes des clubs anti-SIDA créés dans les écoles.
10. NAMIBIE	Programmes éducatifs	Evaluation des conséquences de l'intégration de la question du VIH/SIDA dans les programmes scolaires et du programme « Mon avenir est entre mes mains ».
11. NIGER	Programmes éducatifs	Inventaire des programmes en cours liés au VIH/SIDA ; ce processus sera suivi de l'analyse d'une ou plusieurs expériences prometteuses.
12. OUGANDA	Programmes éducatifs	Inventaire des interventions achevées afin d'analyser les réussites (ou les échecs).
13. SENEGAL	Programmes éducatifs	Evaluation des activités liées au VIH/SIDA dans les domaines suivants : formation ; diffusion de l'information/sensibilisation ; production de matériels didactiques.
14. SWAZILAND	Programmes éducatifs	Evaluation de l'impact du programme d'intervention contre le VIH/SIDA au niveau des écoles.
15. TANZANIE	Programmes éducatifs	Evaluation du programme de l'école Tanesa dans la région de Mwanza.
16. TOGO	Programmes éducatifs	Evaluation du programme PSI non gouvernemental.
17. ZANZIBAR	Programmes éducatifs	Evaluation de l'impact du programme des clubs de santé créés dans les écoles.

* Pays avec lesquels l'ADEA a passé un accord de contribution, ou est sur le point de le faire.

des travaux sur le terrain, d'analyser les résultats de la recherche et de rédiger des rapports préliminaires. Cette satisfaction apparaissait bien dans l'assurance avec laquelle les présentations de travaux étaient menées pendant le séminaire. Mais cela se voyait encore plus dans l'ardeur des équipes pour aller au-delà de la simple analyse des initiatives réussies. Les participants ont évoqué la nécessité d'une recherche et d'une compréhension approfondies des effets du VIH/SIDA sur les systèmes éducatifs, afin d'aider les pays à concevoir des politiques et des programmes adaptés.

Un troisième atelier, pour les pays d'Afrique centrale, aura lieu l'année prochaine, après la biennale de l'ADEA. L'Angola, le Burkina Faso, le Burundi et le Togo ont déjà soumis leurs propositions et y participeront.

Observations préliminaires

Les pays qui participent à l'initiative en sont à des étapes différentes de leurs travaux : certains ont déjà rédigé des propositions, d'autres sont encore au stade du travail sur le terrain, d'autres encore analysent déjà les données ou même rédigent leur compte rendu. Quel que soit l'état d'avancement de leurs études de cas, tous les pays sont invités à participer aux ateliers. Même si l'on aurait pu préférer y disposer d'études de cas bouclées, il ne faut pas oublier qu'une telle approche retarderait considérablement les travaux : chaque pays a son propre rythme de travail. De plus, le fait de participer à un atelier avant l'achèvement des recherches permet un échange d'expériences sur le processus même de recherche. Idées et points de vue échangés sont ainsi beaucoup plus variés.

Résultats obtenus à ce jour, tendances et enseignements

Nous ne sommes pas encore en mesure de tirer des conclusions des études de cas car la plupart sont toujours en cours, mais nous pouvons du moins nous livrer à quelques observations. Les programmes scolaires sont le principal sujet des études ; toutes s'intéressent aux approches instaurées au niveau des programmes de lutte

contre l'épidémie, plutôt qu'aux questions de gestion et de survie du système. Seul le Ghana, à ce jour, s'est penché sur la description du processus qui a initié les plans stratégiques d'intervention contre le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation.

L'une des raisons de cette tendance générale est que, dans la majorité des ministères, l'évaluation et la gestion de l'impact de la maladie sur le secteur commencent à peine. Il faudra préconiser une plus grande flexibilité dans l'utilisation des indicateurs et l'appréciation des relations de cause à effet entre programmes et résultats, même si la plupart des études se préoccupent surtout de l'évaluation des effets de l'intervention. Les participants ont été amenés à s'intéresser davantage au processus qu'au résultat – si difficile à mesurer – dans un environnement très évolutif et pollué par des données « parasites ».

L'initiative apporte de précieux enseignements et ouvre de riches perspectives sur les efforts faits pour intégrer la prévention du VIH et atténuer les effets du SIDA sur le secteur de l'éducation en Afrique. Au niveau des interventions axées sur les programmes scolaires, les approches les plus répandues sont les suivantes :

- Le recours aux groupes de pairs entre adolescents pour transmettre les informations théoriques et pratiques. Cette approche nécessite de faire appel à des éducateurs qui soient à la fois des « égaux », chargés de véhiculer les informations sur le VIH/SIDA et des modèles positifs aidant les autres à traduire les nouvelles données en comportements sains ;
- L'intégration de la question du VIH/SIDA dans les programmes ;
- L'incorporation dans les programmes scolaires des systèmes formels – par la plupart des ministères de l'éducation – d'informations élémentaires sur le virus et les maladies associées au VIH/SIDA.

Les études de cas montrent aussi que les ministères de l'Éducation ne sont pas les seuls prestataires de services dans le système éducatif. Les ONG, les groupes religieux, voire les syndicats d'ensei-

gnants, apportent également dans les écoles des informations, des connaissances et des techniques pour se prémunir contre le VIH/SIDA. Leur rôle est important dans la conception et à la mise en œuvre de mesures préventives contre le VIH/SIDA. Dans un environnement riche en prestataires différents, la collaboration et la coopération sont indispensables – et pourtant certaines études soulignent la faiblesse, voire l'inexistence des relations entre les différents prestataires. C'est un sujet de préoccupation, car les programmes doivent être complémentaires, pas concurrents.

Certaines études de cas ont montré que l'intégration du VIH/SIDA dans le système éducatif ne va pas sans poser de problèmes. Cette initiative est l'occasion pour les ministères de l'éducation et autres organismes concernés de travailler sur les problèmes identifiés par les études de cas : absence de formation ou de remise à niveau des enseignants dans les matières où le VIH/SIDA a été intégré ; absence des compétences de gestion appropriées à la mise en œuvre des programmes.

L'initiative a eu un effet révélateur sur de nombreuses personnes, particulièrement les planificateurs et les gestionnaires de l'éducation. Il pourrait en découler une série de solutions susceptibles de déboucher sur des politiques novatrices rentables. Pour cela, un examen analytique et critique approfondi et rigoureux sera nécessaire. L'absence d'évaluation des programmes a entraîné une relative absence de questions et les responsables politiques n'ont pas obtenu assez d'éléments pour asseoir les améliorations de programmes proposées. D'autres questions sur les implications des politiques apparaîtront sûrement plus tard mais, pour l'instant, l'enthousiasme dont les ministères font preuve en participant à l'initiative témoigne clairement de leur évidente capacité à prendre en charge le processus et à s'appropriier les résultats des études de cas.

GABRIEL RUGALEMA

CONSEILLER PRINCIPAL DU PNUD - VIH/SIDA

ET DEVELOPPEMENT

ET MEMBRE DE L'EQUIPE TECHNIQUE POUR L'INITIATIVE DE L'ADEA CONTRE LE VIH/SIDA

VIH/SIDA :

L'action des groupes de travail

Lors de la biennale de Johannesburg, en décembre 1999, les ministres de l'éducation ont dénoncé le VIH/SIDA comme l'un des principaux obstacles au développement de l'éducation en Afrique. Il a alors été demandé aux groupes de travail de l'ADEA de réfléchir au rôle qu'ils pourraient jouer dans la lutte contre la pandémie et à la façon d'intégrer le VIH/SIDA dans leurs programmes de travail. Ci-dessous une synthèse des interventions des groupes de travail destinées à aider les pays à combattre le fléau.

Les effets du VIH/SIDA sur les universités africaines

L'année dernière, le **Groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement supérieur** (GTES) a commandé sept études de cas pour étudier les conséquences du VIH/SIDA sur les universités africaines. Ces études avaient pour objectif de mieux

comprendre la façon dont la maladie touche les universités africaines et d'identifier les réponses et les mécanismes de défense qui pourraient être partagés avec des établissements dans des circonstances similaires. Les études de cas ont été

synthétisées dans un rapport intitulé « Défier le mal qui nous défie – comprendre et amplifier la riposte des universités africaines au VIH/SIDA ». L'article en page 14 reprend les conclusions de cet ouvrage.

Les enseignants et leur milieu professionnel

Les personnes les plus touchées par le VIH/SIDA se trouvent dans les écoles et les groupes d'âge universitaire. La profession enseignante paie à la maladie un lourd tribut, qui se traduit par la disparition d'enseignants qualifiés. Cette contraction spectaculaire des effectifs enseignants vient saper les efforts réalisés pour lutter contre l'impact du VIH/SIDA sur le secteur de l'éducation.

Le plan d'action élaboré par le **Groupe de travail de l'ADEA sur la profession enseignante**, en collaboration

avec les ministères de l'éducation et de la santé, couvre la période 2001-2003 et s'applique aux 14 pays membres du GTPF/sf. Les activités prévues sont destinées à réduire les effets de la maladie sur le corps enseignant. Le point de départ de ce plan sera une évaluation du nombre d'enseignants atteints du SIDA. Malgré l'existence de tests de dépistage anonymes et gratuits, la plupart des enseignants rechignent à s'y soumettre ; une aide psychologique supplémentaire est donc nécessaire. Des séances d'informa-

tion sont proposées et l'on s'efforcera de constituer un réseau de groupes d'aide aux enseignants. D'autres actions tenteront de renforcer la prévention contre le VIH/SIDA dans la profession, ce qui implique la constitution et le fonctionnement actif de réseaux d'aide aux enseignants et de systèmes de soutien psychologique et médical. Un plan de gestion, de coordination et d'évaluation sera également élaboré afin d'assurer la coordination de ces différentes approches.

La gestion des comportements à risque

Afin de prévenir la propagation du VIH/SIDA, le **Groupe de travail sur l'éducation non formelle** s'est lancé dans une initiative pleine de promesses pour tenter de modifier les comportements des adultes et des jeunes non-scolarisés. L'initiative part de ce constat : malgré les progrès réalisés dans l'accès à l'information et aux connaissances sur le VIH/SIDA, nous n'avons aucun moyen de savoir si ce progrès débouche sur une modification des comportements, pourtant primordiale pour la prévention. La diffusion d'informations et de savoirs ne s'adresse pas aux

adultes d'une manière forcément adéquate, car le discours est souvent moralisateur et chargé de données ou de faits alarmistes. Il serait plus prometteur de reconnaître que les adultes sont pour la plupart responsables de leurs comportements et des conséquences de leurs actes. Les êtres humains prennent des risques, c'est dans leur nature, et nos activités ou nos décisions quotidiennes en sont remplies. C'est sur ces bases que le groupe de travail est en train de mettre au point une approche de la prévention contre le VIH/SIDA aidant les individus à reconnaître

et à comprendre les risques d'une situation et à décider ensuite de la meilleure façon de gérer leur comportement sexuel.

L'initiative sera d'abord testée à travers des activités pilotes conduites au Malawi et en Zambie auprès d'adultes et de jeunes non-scolarisés d'un certain nombre de communautés. Les travaux seront menés en parallèle avec une initiative similaire que le secrétariat du Commonwealth espère lancer au Botswana, dans le système éducatif formel, en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT). On trouve du reste,

➡ Suite à la page 12

→ Suite de la page 11

de plus en plus d'ouvrages sur la gestion des comportements à risque dans le choix d'une alimentation, la consommation d'alcool et de drogues, la sécurité de l'environnement, etc.

Sous différentes formes, la société évolue vers une plus grande responsabi-

lisation des individus, afin de les amener à faire leurs propres choix et à en assumer les conséquences. Le rôle des gouvernements et des organisations responsables est d'aider à comprendre les facteurs à risque et la façon de les gérer plutôt que d'imposer des normes et des préceptes

moraux. Cette approche adulte et raisonnable, qui permet aux gens d'assumer leurs choix, s'appuiera sur les travaux déjà remarquables de transmission d'informations et de savoirs concernant le VIH/SIDA.

Favoriser l'accès à l'information

A travers le Forum des éducatrices africaines (FEA), le **Groupe de travail sur la participation féminine** contribue à lutter contre la propagation de la maladie en démystifiant les faits pour les enfants, les filles en particulier, et en améliorant l'accès à l'information. Le FEA travaille avec ses représentations nationales qui, elles-mêmes, agissent sur le terrain dans les différents pays.

Au Gabon, l'objectif principal du projet est de donner aux filles des informations précises et adaptées sur le VIH/SIDA. Le projet forme aussi les ensei-

gnants à une activité de conseil. En Namibie, il est prévu d'organiser des réunions de sensibilisation dans les écoles, de créer des clubs de santé contre le VIH/SIDA et de former les enseignantes aux activités de conseil. Au Kenya, le FEA créera des clubs de consultations par les pairs dans le district de Thika, qui affiche un des taux de contamination les plus élevés du pays ; est également prévue une formation des enseignants aux activités de conseil sur le VIH/SIDA. Au Togo, le FEA sensibilisera les élèves des écoles de Lomé. Le projet cherche à renforcer la

prise de conscience des filles grâce à une éducation par les pairs. Une formation des enseignants au conseil aux victimes de la maladie est également prévue. La Zambie va traduire en quatre langues locales 4 000 brochures de sensibilisation, rédigées par le ministère de l'Éducation. Elles seront distribuées afin surtout d'améliorer la prise de conscience des filles face à la maladie.

Dans trois autres pays le FEA est en train de mettre la touche finale à des propositions pour un projet sur le VIH/SIDA qui sera lancé dans les prochains mois.

Concilier éducation et divertissement

Le **Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif** (GTLME) présentera à la biennale d'Arusha une approche novatrice pour faire passer des messages socio-éducatifs clés à un public cible. S'inspirant de l'exemple de « Soul City » – un programme interactif télévisé destiné à renforcer la sensibilisation au VIH/SIDA en Afrique du Sud – la présentation analysera le processus d'adaptation de ces matériels au Botswana, au Lesotho, en Namibie et au Swaziland.

Bien que le programme « Soul City » fasse fréquemment référence aux personnes vivant avec le VIH/SIDA, il est intégré dans un contexte plus large de questions sociales clés qui concernent aussi la responsabilisation des femmes et des filles, la mobilisation des communautés,

le sexisme, l'abus des drogues. Des matériels de préparation à la vie destinés aux écoles et des matériels éducatifs pour des groupes d'étudiants ont été mis au point pour étayer le programme télévisé et les émissions de radio qui font partie du projet « Soul City » en Afrique du Sud.

Des évaluations approfondies ont montré que « Soul City » avait réussi à toucher plus de 75 % de la population et que le programme avait des effets significatifs sur l'acquisition des connaissances et la modification des comportements. « Soul Buddyz », le programme complémentaire multimédias pour les jeunes de huit à douze ans, est le programme favori des enfants en Afrique du Sud.

Harriet Perlman, de l'Institut pour la communication sur la santé et le déve-

loppement (IHDC) parlera du processus de transposition aux pays voisins à partir de matériels mis au point pour « Choose Life », conçu pour les adolescents de douze à seize ans. Les stratégies utilisées sont les suivantes : constitution de partenariats avec les ONG et les ministères de la santé et de l'éducation dans le pays cible ; recours à une recherche décisive pour évaluer les réussites et les échecs dans les différents contextes communautaires ; adaptation et commercialisation efficaces des matériels.

L'expérience de l'adaptation des différents matériels à des publics variés sera analysée en profondeur au cours d'une réunion du GTLME qui se tiendra pendant la biennale de l'ADEA.

Les activités des autres groupes de travail...

Au-delà des activités recensées ici, les autres groupes de travail de l'ADEA se sont également engagés à lutter contre le VIH/SIDA. Le groupe de travail sur les statistiques de l'éducation prévoit par exemple, à titre d'expérience pilote, d'intégrer des questions sur le VIH/SIDA dans les questionnaires destinés aux enquêtes annuelles des écoles. Les autres groupes de travail feront connaître leurs programmes dès leur approbation.

VIH/SIDA : le programme de l'IPE

L'Institut international de planification de l'éducation (IPE) a organisé en septembre 2000 un atelier pour définir les domaines d'action prioritaires dans le domaine du SIDA et de l'éducation. Ont participé à cet atelier des fonctionnaires de ministères de l'éducation, des chercheurs et des représentants d'organismes de financement. L'IPE a conçu son programme sur le VIH/SIDA et l'éducation à partir des priorités ainsi définies.

Le programme de l'IPE sur le VIH/SIDA et l'éducation soutient des initiatives nationales qui ont pour objectif la gestion des systèmes éducatifs dans un environnement frappé par le SIDA. Trois grands domaines prioritaires sont identifiés : le partage d'informations, la recherche-action et le renforcement des capacités.

Le partage des informations

Ce volet du programme a pour objectif de partager les informations relatives aux nouvelles études, aux interventions, aux pratiques prometteuses, aux outils et aux programmes, pour fournir aux planificateurs, au niveau local et national, des savoirs utiles tant sur la conception des études d'impact que sur des mesures adaptées prises pour faire face au SIDA. Ce partage des savoirs permettra entre autres de mieux coordonner les efforts des différents groupes œuvrant dans un ou plusieurs pays.

Pour rendre ce partage plus aisé, un service central d'informations sur l'impact du VIH/SIDA sur l'éducation a été créé. Il a recensé, à l'heure actuelle, quelque 450 études et bulletins d'information. Le principal objectif du bureau est de recueillir systématiquement les dernières informations ou les derniers documents sur le VIH/SIDA et de les mettre à la disposition des professionnels de l'édu-

cation. Quand cela est possible, l'IPE contribue au développement de bases de données régionales. Les informations recueillies et partagées couvrent essentiellement les domaines suivants : a) données sur l'impact du VIH/SIDA sur les systèmes éducatifs ; b) méthodes pour déterminer l'impact ; c) meilleures pratiques et mesures pour infléchir les effets de la pandémie et les prendre en charge.

Le bureau central est un service d'informations permanentes, coordonné par l'IPE, mais fruit de la collaboration d'un grand nombre de personnes, appartenant pour la plupart à des gouvernements qui travaillent avec des systèmes d'éducation formelle et non formelle, des chercheurs, des ONG, des écoles normales, des organismes de gestion, des centres de documentation et des organismes internationaux.

La recherche-action

L'IPE entreprend dans cinq pays africains anglophones une étude de recherche-action sur trois ans, pour déterminer l'impact du VIH/SIDA sur l'éducation. Ces recherches – qui étudieront un département par pays – aideront à identifier les moyens de faire face à l'épidémie et de contrôler les interventions visant spécifiquement les groupes touchés par la maladie. Les travaux donneront également des informations sur les processus ou la manière d'entreprendre une telle recherche. Des travaux

similaires devraient être réalisés ultérieurement dans certains pays francophones.

Le renforcement des capacités

Le programme s'intéresse aussi au renforcement des capacités, grâce à la formation, à la mise au point de documents pédagogiques, et à l'organisation de forums sur Internet et d'ateliers régionaux. Les modules de formation aborderont systématiquement les points suivants : a) comment évaluer l'impact ; b) examen d'une série de mesures pour la gestion des systèmes éducatifs dans le contexte du VIH/SIDA ; c) comment mobiliser les efforts dans toutes les communautés et dans tous les secteurs. Les programmes de formation, les forums et les ateliers régionaux concernent tous les pays, mais ils sont particulièrement adaptés à l'Afrique, où la situation exige des solutions rapides.

Les personnes intéressées sont invitées à participer au prochain forum de discussion de l'Institut virtuel, qui se déroulera du 15 octobre au 9 novembre prochains [voir l'encadré ci-dessous].

HELEN CRAIG

PROGRAMME VIH/SIDA ET EDUCATION, IPE
h.craig@iiep.unesco.org
Site Internet de l'IPE
<http://www.unesco.org/iiep>

Forum de l'IPE sur l'impact du VIH/SIDA sur l'éducation. 15 octobre – 9 novembre 2001

Ce forum de discussion sur Internet couvrira trois grands sujets de préoccupation pour l'organisation des systèmes éducatifs dans un contexte marqué par la pandémie du VIH/SIDA : l'examen des hypothèses de travail, jamais remises en cause, sur le fonctionnement actuel de la scolarisation formelle ; la flexibilité dans l'offre d'éducation pour faire face à l'évolution des besoins ; la responsabilisation accrue des étudiants. Le forum se déroulera en anglais ; un autre forum, en français, est prévu en 2002.

Si vous souhaitez participer à ce forum, envoyez un message à Helen Craig : h.craig@iiep.unesco.org

La conspiration du silence : le SIDA sur les campus africains

Dans un rapport intitulé « Défier celui qui nous défie – comprendre la réponse des universités africaines au VIH/SIDA », le groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement supérieur (GTES) fait la synthèse d'études menées dans six pays pour mieux cerner l'impact du VIH/SIDA sur les universités et la façon dont elles réagissent.

Le constat est accablant. Pour une fois, les dégâts sont moins dus à des paroles ou à des actes qu'à une absence de paroles et d'actes. Un temps pourtant précieux a été ainsi perdu, à cause de l'incapacité de nombreuses universités africaines à dénoncer et à affronter la crise du SIDA. Résultat : les progrès durement acquis disparaissent progressivement et les perspectives sont catastrophiques.

Le professeur M.J. Kelly, de l'université de Zambie, a analysé en profondeur cette conspiration du silence. Son rapport s'appuie sur les études de cas commandées par le groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement supérieur (GTES), qui s'efforce de mieux comprendre la façon dont la maladie perturbe le fonctionnement des universités africaines et espère identifier des réponses et des mécanismes efficaces susceptibles d'être partagés entre institutions sœurs. Sept universités, dans six pays différents (Afrique du Sud, Bénin, Ghana, Kenya, Namibie et Zambie), ont été ainsi étudiées.

Parallèlement à ces études, une recherche indépendante était menée sous l'égide de l'Association des vice-présidents des universités d'Afrique australe (SAUVCA). La recherche projet portait sur les effets du VIH/SIDA sur l'enseignement, la gestion, la planification, la politique et la pratique dans chacune des 21 universités que compte l'Afrique du Sud. Des matériaux issus de cette recherche sont également inclus dans le rapport.

Un tableau inquiétant

Chacune des études de cas commandées par le groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement supérieur suit le même modèle – et aborde les six mêmes questions :

- De quelle manière les universités ont-elles été touchées par le VIH/SIDA ?
- Comment ont-elles répondu à l'arrivée de la maladie ?

- Quelles mesures ont-elles prises pour contrôler et limiter toute nouvelle propagation de l'épidémie dans leurs communautés ?
- Quelles formes d'actions en rapport avec le VIH/SIDA – enseignement, recherche, publications, services de conseil – ont-elles mises en place ?
- Comment les universités envisagent-elles d'anticiper et de gérer l'impact plus large du VIH/SIDA sur les marchés nationaux du travail pour leurs diplômés ?
- Les universités doivent-elles augmenter l'accès à leurs cours, y compris dans le cadre de l'enseignement à distance, pour compenser les pénuries prévisibles de personnel qualifié au niveau national ?

Les institutions où se sont déroulées les études de cas se plaignent toutes de manquer d'informations solides sur la situation de leurs campus face au VIH/SIDA. Selon les termes de l'auteur, « un voile épais d'ignorance entoure la présence de la maladie dans les universités. Ce voile est hermétiquement renforcé par le secret, le silence, le refus et la crainte d'opprobre et de discrimination ».

Si des différences se font sentir dans les détails, toutes les études montrent que le VIH/SIDA a, sur la situation budgétaire de l'université, un impact sérieux, identique à celui qu'il peut avoir sur n'importe quelle autre institution. La maladie tend à augmenter les coûts et à réduire la productivité – surtout du fait d'un absentéisme très élevé –, à détourner les ressources et à menacer les recettes. Si les études de cas n'ont pas vraiment pu étayer leurs conclusions dans ces domaines, elles ont néanmoins clairement montré que ces quatre effets se font sentir dans les universités africaines.

L'un des éléments les plus frappants qui ressort du rapport de synthèse concerne la vie sociale des étudiants sur les campus et l'extrême vulnérabilité des étu-

diantes et des personnes en situation précaire. Kelly déclare que les études « font toutes état de préoccupations sur le statut des étudiantes, de leur soumission et surtout de leur incapacité à négocier, qu'il s'agisse de refuser un rapport sexuel ou d'imposer des rapports sûrs ». Il parle de « viol consentuel » lorsque la femme, parce qu'elle n'a aucun droit, consent malgré elle à un rapport sexuel pour protéger une relation, éviter d'être battue, s'assurer une aide financière ou rembourser des faveurs. Les études de cas indiquent que le climat qui règne dans les campus universitaires serait favorable au développement de comportements violents.

Les informations rassemblées par les études de cas montrent aussi que les universités sont des institutions à haut risque pour la transmission du VIH ; on y retrouve, à des degrés différents, toutes sortes de pratiques dangereuses : jeunes femmes entretenues par des hommes plus âgés, expérimentation et violence sexuelles, prostitution sur les campus, partenaires multiples, et autres activités de ce genre. Le rapport engage donc l'ensemble de la communauté universitaire, particulièrement l'administration, à prendre ce problème à bras le corps. « Dans le contexte marqué par le VIH/SIDA que connaissent les universités aujourd'hui, la culture universitaire pourrait bien présenter davantage de risques que de sécurité. Elle court le risque d'inciter plutôt à la mort qu'à la vie ».

Peu de réponses institutionnelles

Kelly, décrivant les réponses des universités face à la crise du VIH/SIDA, indique que les études de cas montrent du doigt le « silence impressionnant » des institutions, des enseignants et du personnel, et traduisent l'incapacité à faire prendre conscience de l'urgence d'un plan d'action constructif contre le VIH/SIDA, sous

quelque forme que ce soit. Les universités tendent à en laisser la responsabilité aux groupes ou aux individus impliqués, mais ne donnent aucune réponse institutionnelle – ni directives pour une politique cadre, ni rôle moteur, ni programmes d'éducation destinés à protéger le personnel, ni intégration de la question du VIH/SIDA dans la planification et la gestion financières de l'université.

En l'absence de politiques universitaires, l'intégration du VIH/SIDA dans les programmes d'enseignement dépend beaucoup d'initiatives prises par des individus ou des départements, sans aucune aide de la direction. Les résultats sont donc assez dérisoires. Signalons toutefois l'exception, rapportée par toutes les études de cas, qui concerne les programmes médicaux et des sciences de la santé. Ces départements demandent en général à tous leurs étudiants de suivre des cours qui couvrent tous les aspects de la maladie, même s'ils se concentrent surtout sur les questions médicales ou cliniques. Les études de cas citent d'autres départements qui s'efforcent aussi d'intégrer des éléments pertinents, qu'il s'agisse de géographie, d'administration, d'éducation, de morale, de psychologie, d'études sur l'égalité des sexes ou de sciences de la vie. Mais ces initiatives devraient être étendues à tous les programmes universitaires, y compris l'enseignement, la gestion, le travail sur le terrain, la conception des programmes, la formation professionnelle, l'évaluation des futurs besoins, la planification financière et humaine et la recherche.

Une recherche universitaire de qualité sur le SIDA

L'une des conclusions les plus positives des études de cas concerne la recherche et la contribution des universités africaines à la compréhension que l'on a du VIH/SIDA dans le monde. La recherche couvre tous les domaines – scientifique, médical, social et des communications – et va souvent jusqu'à intégrer les communautés et les activités de conseil. Les recherches menées dans le cadre des maîtrises ou des doctorats produisent régulièrement des résultats et le personnel universitaire a tendance à participer da-

vantage à la conception de politiques nationales, à la conduite d'ateliers pour les services gouvernementaux et à l'aide aux organisations non gouvernementales. On a même relevé des financements exclusivement prévus pour des recherches en rapport avec le VIH/SIDA. Mais, si une quantité impressionnante de recherches est en cours, les études de cas indiquent également que l'information est mal partagée dans les universités ou entre universités.

Pour une politique préventive et un engagement total

Le rapport de synthèse décrit comment les universités ont commencé à prendre des dispositions allant dans le bon sens, de quelle profusion de connaissances et d'experts elles disposent pour faire face à l'épidémie et comment elles bénéficient de l'engagement de nombreuses personnes déjà impliquées. Quoiqu'il en soit, l'absence d'une stratégie coordonnée est manifeste et c'est là, selon Kelly, que réside la « grande faiblesse de la réponse des universités à la maladie ». Kelly propose que les universités s'inspirent de la réponse des industriels face à la crise du VIH/SIDA.

Les universités ont pour raison d'être de créer, sélectionner, adapter, transmettre et préserver les connaissances, en stimulant la vie intellectuelle et le développement culturel. Elles doivent donc rester conscientes de leur mission quand elles abordent la question du VIH/SIDA, et intégrer une dimension d'introspection et d'ouverture sur l'extérieur. Il s'agit d'une part de maintenir l'institution en bon état de fonctionnement (dimension introspective). Mais aussi de rester ouvert vers l'extérieur à travers les fonctions vitales de l'université (enseignement, recherche, service) et former des diplômés de qualité ayant les compétences et la flexibilité nécessaires pour comprendre et gérer la crise du SIDA dans leur pays.

En conclusion, Kelly souligne ces principes fondamentaux qui doivent être à la base d'une stratégie duale :

- Parler ouvertement du VIH/SIDA et briser la loi du silence, le secret et l'opprobre qui l'entourent ;

- Reconnaître à quel point le VIH/SIDA s'est répandu parmi les femmes et a prospéré grâce à leur statut de subordination et d'assujettissement. Il faut donc agir de toute urgence pour promouvoir davantage d'égalité entre les sexes et permettre une participation plus active des femmes. Il faut donner l'exemple, par les actes et les discours, en transférant davantage de pouvoir et de responsabilités aux femmes.
- Garantir que toute la culture universitaire s'inspire des principes des droits de l'homme de sorte que, par adhésion volontaire et consciente à ces principes la vulnérabilité au VIH/SIDA soit réduite ; les personnes contaminées ou touchées par la maladie puissent vivre dans la dignité ; qu'aucune forme d'opprobre ou de discrimination ne puisse voir le jour dans l'institution ;
- Reconnaître que les personnes qui vivent avec le VIH/SIDA sont les acteurs les plus importants de tout programme destiné à contenir et contrôler la maladie. Les universités doivent les impliquer dans tous les aspects de leurs campagnes anti-VIH/SIDA ;
- Coordonner les plans et les programmes des universités avec leurs homologues au niveau national pour garantir une synergie, une unité de direction, une complémentarité d'actions et un accès aux ressources qui doivent être mieux utilisées.

Les études de cas insistent sur le fait qu'il faut un engagement total des hauts responsables dans les universités. Le VIH/SIDA est une question de vie ou de mort, pour les individus comme pour les systèmes. La mise en place d'un programme contre le VIH/SIDA dans l'institution tout entière nécessite un engagement, des gens, des compétences, des matériaux et des fonds. Et l'intervention doit toujours se faire d'urgence. ■

Pour une copie de cette publication, veuillez contacter :

Bill Saint - Banque mondiale
1818 H Street, N.W. - Washington D.C.
20433-USA

Activités de l'ADEA

septembre 2001

Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif (GTLME)

Atelier sur la mise à l'essai de matériels pour une édition sensible aux questions de genre

Afrique du Sud et Lesotho

24-28 septembre 2001

Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif (GTLME), UNICEF, USAID et Fondation Aga Khan

Réunion régionale inter-organismes sur les matériels d'amélioration de la qualité.

Kampala, Ouganda

2-3 octobre 2001

Communication pour l'éducation et le développement (COMED)

Atelier de formation pour les journalistes tanzaniens

Dar Es-Salaam, Tanzanie

Autres Activités

5-8 septembre 2001

Conférence internationale sur l'éducation

Genève, Suisse

15 octobre - 3 novembre 2001

Conférence générale de l'UNESCO

31^e session

Paris, France.

5-8 novembre 2001

Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif (GTLME)

Réunion régionale sur la planification stratégique dans le secteur du livre

Niamey, Niger

12-16 novembre 2001

Groupe de travail sur les statistiques de l'éducation

Atelier SISED - validation du module technique « Collecte et gestion de données statistiques dans l'Afrique de l'Ouest francophone »

Ouagadougou, Burkina Faso

décembre 2001

Symposiums des groupes de travail nationaux de l'ADEA Ouganda et Tanzanie.

Dates à confirmer

9-13 décembre 2001

XII^e conférence internationale sur le SIDA et les maladies sexuellement transmissibles en Afrique

Ouagadougou, Burkina Faso

Les dates étant susceptibles de changer veuillez consulter le site web de l'ADEA (www.ADEAnet.org)

Réunions de la biennale de l'ADEA

7-11 octobre 2001 Biennale de l'ADEA, Arusha, Tanzanie

10 octobre 2001

Forum des ministres africains de l'ADEA

Arusha, Tanzanie

11 octobre 2001

Réunion du Comité directeur de l'ADEA

Arusha, Tanzanie

■ Les groupes de travail suivants tiendront des réunions avant ou pendant la biennale :

GTLME, GTDPE, GTSE, GTPF, GTFE, GTES, GTASE, GTPE/sf

■ Autre réunions :

Atelier COMED, Réunion de la décennie de l'éducation de l'OUA, consultation ministérielle IIRCA, présentation d'une étude sur l'enseignement secondaire en Afrique.

Veuillez vous reporter aux pages 6 et 7 pour davantage d'informations.

Nouvelles....

Publications.....

- **Le redéploiement des enseignants en Guinée** – Gestion de l'opération et des résultats. (Deuxième édition) Secrétariat de l'ADEA.
- **Revue de l'analyse sectorielle en éducation au Burkina Faso 94-99** – Groupe de travail sur l'analyse sectorielle en éducation.

Les versions anglaises sont en préparation

Les points de vue et opinions exprimés dans les articles signés de la lettre d'information de l'ADEA sont ceux des auteurs et ne doivent pas être attribués à l'ADEA, à toute autre organisation, ou à tout autre individu.



Association pour le
Développement de l'éducation en Afrique

Lettre d'information trimestrielle
publiée par l'ADEA

Prière d'adresser toute correspondance à :
Association pour le développement
de l'éducation en Afrique
7-9 rue Eugène-Delacroix,
75116 Paris, France

Tél. : +33 (0) 1 4503 3796

Fax : +33 (0) 1 4503 3965

Mél : adea@iiep.unesco.org

Site Web : www.ADEAnet.org